

Les pages qui suivent sont le compte-rendu, plutôt que les actes au sens strict du terme, du 9<sup>ème</sup> Congrès de l'AFL qui s'est déroulé les 28, 29 et 30 octobre 2004 à Larmor-Plage près de Lorient.

*L'éducation populaire, rendez-vous manqué ou trop bien réussi ?* était le thème de ce congrès et à travers cette question, l'AFL exprimait le souci de mieux comprendre à la fois comment les acteurs se situaient dans une problématique qui a accompagné dans des débats acharnés une histoire du mouvement ouvrier qui semble désormais étrangement apaisée et quelles batailles il était possible de conduire encore dans le domaine de l'éducation populaire en cohérence avec celles menées dans l'école. Autrement dit, faut-il se résoudre à ce que l'éducation populaire se résume dorénavant à l'animation culturelle et à la formation continue ?

L'éducation populaire, antidote ou complément à l'Éducation nationale ? Alternative à l'éducation scolaire ou son renforcement ? Et d'abord, difficulté pour définir et cerner cette éducation populaire tant le concept de peuple est flou et, dira-t-on au cours des débats, révélateur d'une conception idéologique de la société opposée à celle de classes sociales.

L'AFL a demandé à deux cinéastes : Jean Michel Carré et Jocelyne Lemaire-Darnaud, réalisateurs, pour le premier de *Charbons ardents* et pour la seconde de *Paroles de Bibs* (représentée lors des débats par un Bib : Jean Pierre Sérézat) de participer à ses travaux. Les deux films, l'un sur l'histoire des mineurs gallois licenciés ayant racheté leur mine pour la gérer coopérativement et l'autre sur la réponse faite par les ouvriers Michelin au livre de leur patron, ont fait l'objet de deux soirées publiques de projections-débats.

Quatre personnalités ont été sollicitées pour intervenir et éclairer la réflexion :

■ **Antoine Prost**, connu de nos lecteurs que nous renvoyons à l'éditorial de notre n°87 de septembre 2004, préparatoire à ce Congrès et dans lequel figurent des extraits de *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France* (INRP, 1981) qu'il a consacrés à l'histoire de l'éducation populaire. Indisponible lors des journées du Congrès, Antoine Prost a accepté de participer à un enregistrement vidéo d'une rencontre avec **Jean Foucambert**.

→ *À propos de culture populaire*. Antoine Prost/Jean Foucambert, p.69

Vives réactions à l'issue de ce débat introductif des autres invités puis de certains congressistes à ce qui leur est apparu comme l'affirmation par Antoine Prost de ce qui est bien dans l'air du temps. À savoir que nous vivons non pas peut-être la fin de l'histoire, mais une période qui serait caractérisée par la fin de la lutte des classes, par l'apaisement des conflits sociaux et donc par la disparition des utopies d'une partie du mouvement ouvrier d'il y a un siècle en matière d'éducation. L'éducation populaire, loin d'avoir pour objectif un changement de société, apparaît dans cette perspective comme ce qui peut apporter sinon un

« supplément d'âme » dans la réalisation de projets individuels au moins l'acceptation sans espoir d'une société sans intérêts opposés, sans luttes, sans dominants ni dominés.

→ *Table ronde*, p.75

■ **Annie Lacroix-Riz**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris VII, auteur notamment de *Industriels et banquiers sous l'Occupation* (A.Colin, 1999) et plus récemment de *L'histoire contemporaine sous influence* (Le Temps des Cerises, 2004) a expliqué pourquoi et comment, depuis une trentaine d'années, dans l'enseignement secondaire et universitaire et pour la population, l'histoire est devenue un instrument idéologique majeur de conversion réactionnaire.

→ *De la nécessaire libération de l'histoire de France*, Annie Lacroix-Riz, p.81

■ **Loïc Lebars** est professeur de collège. Sa thèse a pour titre : *La fédération unitaire de l'enseignement*. Il est l'auteur de *La Fédération Unitaire de l'enseignement (1919-1935) aux origines du syndicalisme enseignant* (à paraître. Voir p.95). Il a rappelé dans quel contexte social et politique ont eu lieu, il y a un siècle, des débats au sein du mouvement ouvrier et plus spécifiquement des premiers syndicats enseignants, pour définir une éducation populaire, un projet éducatif et une école pour la classe ouvrière.

→ *Les premiers syndicats d'instituteurs et l'éducation populaire*, Loïc Lebars, p.85

■ **Franck Poupeau**, ancien élève de Pierre Bourdieu, est sociologue au Centre de sociologie européenne. Il est l'auteur de *Une sociologie d'État : l'École et ses experts* (Raisons d'agir, 2003) et de *Contestations scolaires et ordre social* (Syllepse, 2004). Il a souhaité que son intervention ne soit pas publiée.

Des membres des mouvements pédagogiques, de l'animation socio-culturelle, de la formation professionnelle et des collectivités locales ont participé aux ateliers organisés le deuxième jour. On lira donc des comptes-rendus très synthétiques de quelques uns de ces travaux de groupes dans lesquels ont été beaucoup évoqués et décrits les projets et les pratiques de l'AFL qu'il nous a paru inutile de rappeler, préférant donner les références bibliographiques utiles à qui voudrait connaître ces actions et les textes qui les inspirent ou les commentent.

On ne s'étonnera pas non plus de ne pas trouver beaucoup de propositions dans ces comptes-rendus. C'est que ces ateliers ont surtout permis à chacun des participants, dans une sorte de « pédagogie de la maîtrise » chère aux anglo-saxons, d'approfondir et d'intégrer ce qu'il s'est dit la veille dans les interventions.

→ *Les ateliers*, p.91

Michel VIOLET ■■■